



Washington Wall Street Watch

N°2025-36 - Le 09 Octobre 2025

Une publication de l'Antenne de New-York du SER de Washington

SOMMAIRE

Politiques macroéconomiques

- Le *shutdown* de l'administration entre dans sa 2^{ème} semaine sans qu'aucune piste de sortie ne soit identifiée pour le moment
- Le CBO estime le déficit budgétaire fédéral à 1,8 trillion \$ pour l'exercice 2025
- Le procès-verbal du dernier FOMC fait état de légères divergences sur le risque d'inflation

Services financiers

- Les régulateurs bancaires recentrent leur supervision sur les risques financiers significatifs
- L'OCC propose de nouvelles mesures pour soutenir les *community banks*
- Les régulateurs allègent la charge de conformité liée aux rapports d'activités suspectes

Situation des marchés

Brèves

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Le *shutdown* de l'administration entre dans sa 2^{ème} semaine sans qu'aucune piste de sortie ne soit identifiée pour le moment

Plus d'une semaine après l'entrée du gouvernement fédéral en *shutdown* budgétaire, aucune piste de négociation ne semble apparaître entre sénateurs démocrates et républicains pour le vote de la *continuing resolution* permettant le financement temporaire du gouvernement, dans l'attente de l'adoption d'un budget définitif. Les responsables politiques républicains cherchent toutefois à maintenir la pression sur les sénateurs démocrates.

Le *Speaker* Johnson a ainsi déclaré que la Chambre ne reprendrait pas ses activités parlementaires tant que le texte de la *continuing resolution* ne serait pas adopté par le Sénat, empêchant toute négociation d'un nouveau texte de financement temporaire du gouvernement ou autre activité législative parlementaire.

Dans le même temps, l'administration fédérale (*Office of Management and Budget*) et le président Trump menacent de ne pas verser rétroactivement les salaires des agents fédéraux actuellement en congés forcés (*furlough*) une fois le *shutdown* levé, contrairement au cadre légal applicable (*Government Employee Fair Treatment Act*).

de 2019). Si cette menace était mise à exécution, les économistes américains estiment que la baisse de consommation liée à cette absence de salaire engendrerait une perte de 0,1 point de pourcentage sur la croissance américaine par semaine non payée.

Le risque de licenciement d'une partie des agents fédéraux est également régulièrement évoqué sans toutefois que des actions concrètes en ce sens soient mises en place pour le moment par l'administration.

A mesure que le *shutdown* se poursuit, les conséquences de l'arrêt des financements fédéraux deviennent de plus en plus prégnantes. L'*Internal Revenue Service* qui avait pu rester opérationnel jusqu'à présent grâce à des fonds spéciaux du Congrès a mis en congés forcés plus de la moitié de son personnel, arrêtant ainsi la collecte de taxes non-automatisée et son service d'information aux usagers. L'*Environmental Protection Agency* a mis à l'arrêt l'ensemble de ses activités alors que près de 90 % de ses effectifs sont en congés forcés. Les prestataires privés, liés au gouvernement fédéral au travers de contrats ou de marchés publics, commencent également à être impactés et à licencier en l'absence de paiement par leurs clients fédéraux.

Le CBO estime le déficit budgétaire fédéral à 1,8 trillion \$ pour l'exercice 2025

Le *Monthly Budget Review* de [septembre 2025](#) du *Congressional Budget Office* (CBO) présente une estimation du déficit budgétaire fédéral américain pour l'exercice 2025 à 1,8 trillion \$, soit 8 milliards de moins que l'année précédente. Les recettes ont augmenté de 6 % (à 5 200 Md \$), principalement grâce à la hausse des impôts sur le revenu des particuliers et des droits de douane (+153% pour cette seconde catégorie), tandis que

les dépenses ont progressé de 4 % (à 7 000 Md \$). L'augmentation des dépenses est tirée par la Sécurité sociale, *Medicare*, *Medicaid* et le service de la dette publique, dont les intérêts ont pour la première fois dépassé 1 000 Md \$.

Le procès-verbal du dernier FOMC fait état de légères divergences sur le risque d'inflation

La Fed a publié le 8 octobre le [procès-verbal](#) (minutes) du *Federal Open Market Committee* (FOMC) des 16 et 17 septembre 2025. Les membres du FOMC se sont accordés sur leur appréciation de la situation économique. La croissance de l'activité a ralenti au premier semestre en lien avec le ralentissement de la consommation. Le marché du travail ne peut plus être qualifié de solide au regard du ralentissement des créations d'emploi et de la légère hausse du taux de chômage. L'inflation, en légère augmentation, reste élevée. Enfin, ils relèvent tous l'augmentation des risques sur le marché de l'emploi tandis que celui sur l'inflation est stable voire en baisse.

En s'appuyant sur le constat d'un changement dans l'équilibre des risques, les membres du FOMC ont presque unanimement plaidé pour une baisse de -25 points de base (pb) de la fourchette des taux *Fed Funds*, à l'exception du gouverneur S. Miran qui a défendu une baisse de -50 pb en anticipation d'un ralentissement plus marqué du marché du travail, et compte tenu d'une inflation sous-jacente qui serait en fait plus proche de 2 % que ce qui est observé dans les données. Par ailleurs, S. Miran considère que le taux neutre a diminué en raison de la politique commerciale et de la politique migratoire. Enfin, quelques participants ont indiqué qu'ils auraient pu soutenir un maintien des taux directeurs plutôt qu'une baisse en raison du manque de progrès cette année vers la cible d'inflation, et du risque de désancrage des anticipations en cas de

retour trop tardif vers la cible. Quant aux perspectives d'orientation de politique monétaire, la plupart des participants ont jugé qu'il serait approprié de poursuivre l'assouplissement sur la fin de l'année. Toutefois, quelques membres jugent plus préjudiciables de baisser les taux d'intérêt trop tôt que de les baisser trop tard.

Le compte-rendu fait également état des discussions autour des projections économiques des participants publiées à l'issue du FOMC en particulier sur les

perspectives d'inflation. Si les participants ont généralement estimé que l'augmentation des droits de douane a conduit à des pressions à la hausse sur l'inflation, d'autres remarquent que ces effets ont été jusqu'à présent contenus. En outre, les participants ont des opinions divergentes sur l'idée que l'inflation aurait été proche de sa cible en l'absence de hausse des droits de douane. Enfin, ils anticipent majoritairement une matérialisation de ces effets d'ici la fin de l'année.

SERVICES FINANCIERS

Les régulateurs bancaires recentrent leur supervision sur les risques financiers significatifs

La Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), chargée de la supervision des banques bénéficiant de la garantie des dépôts, et l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), responsable de la supervision des banques à agrément fédéral, ont [proposé](#) le 7 octobre une règle encadrant plus strictement et uniformisant leurs pouvoirs de supervision.

Tout d'abord, elle précise réglementairement la définition des pratiques jugées risquées et impropres (« *unsafe and unsound practice* ») dont la prévention constitue l'objectif cardinal qui sous-tend leurs compétences de supervision et de police administrative. Alors qu'elles étaient jusque-là non définies et laissaient une marge d'interprétation discrétionnaire aux agences, ces pratiques ne seront dorénavant jugées « *unsafe and unsound* » que s'il existe une forte probabilité qu'elles nuisent à la situation financière de l'établissement. La FDIC estime que cette définition renforce la prévisibilité de ses actions de supervision et de police administrative.

La proposition de règle établit également des normes uniformes entre agences relatives à la communication des points de vulnérabilité relevés lors de leurs contrôles (« *Matters Requiring Attention* » - MRA), qui s'ils ne sont pas résolus peuvent entraîner des sanctions administratives. Enfin, ces MRA sont ajustées aux caractéristiques des établissements, dans un esprit de supervision plus proportionnée.

En parallèle, la FDIC et l'OCC ont [proposé](#) le 7 octobre d'entériner réglementairement leur engagement de ne plus tenir compte du risque « réputationnel ». Les agences auront l'interdiction d'inciter un établissement à fermer le compte bancaire d'un particulier ou d'une entreprise en raison de ses orientations politiques, religieuses ou pour la seule raison que son activité – par ailleurs légale – présenterait un risque réputationnel. Cette règle répond au décret présidentiel « *Guaranteeing fair banking for all Americans* » du 7 août 2025.

Ces deux propositions de règle ouvrent une période de commentaire de 60 jours.

L'OCC propose de nouvelles mesures pour soutenir les *community banks*

Le 6 octobre, l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC) a [publié](#) des

propositions de réforme visant à alléger le cadre réglementaire applicable aux banques nationales (*national banks*) et banques communautaires (*community banks*). Pour rappel, ces dernières sont des établissements avec une taille de bilan inférieure à 30 Md USD.

Une première proposition facilite la validation des procédures de réorganisation ou d'opérations sur titres pour les banques communautaires, dont les demandes d'ouverture de succursales et les fusions et acquisitions (délais et coûts réduits).

Une seconde proposition vise à abroger le règlement portant sur le *Fair Housing Home Loan Data System*, un dispositif de collecte de données relatives aux prêts immobiliers pour les banques nationales. L'OCC estime que sa suppression permettrait de réduire la charge réglementaire sans compromettre la disponibilité des informations nécessaires à la supervision en matière d'accès équitable au logement.

Par ailleurs l'OCC adopté plusieurs règles internes.

Tout d'abord, à compter du 1er janvier 2026, l'OCC accordera une plus grande marge de manœuvre aux examinateurs dans la détermination de la nature et la fréquence des examens menés auprès des banques communautaires, en fonction de leur taille, de leur complexité et de leur profil de risque, à rebours d'une approche systématique et standardisée.

Par ailleurs, l'agence a précisé que les petites banques ne seront plus tenues de réaliser chaque année une validation de leurs modèles financiers utilisés pour la gestion des risques, la tarification des prêts ou la fixation du capital. Désormais, la fréquence des examens dépendra du profil de risque, de la taille et de la complexité de chaque établissement.

Enfin, l'OCC a annoncé qu'elle mettrait fin à l'utilisation de ses procédures d'examen complexes pour les banques communautaires proposant des produits d'investissement tels que les fonds communs de placement (*mutual funds*) ou les contrats de rentes (*annuities*).

Les régulateurs allègent la charge de conformité liée aux rapports d'activités suspectes

Le 9 octobre, le département du Trésor américain, la Réserve fédérale, la FDIC et l'OCC ont publié de nouvelles directives destinées à réduire le nombre de rapports d'activités suspectes (SARs) que les établissements financiers doivent soumettre.

La nouvelle foire aux questions (FAQ) [publiée](#) allège plusieurs obligations de déclaration pour les institutions financières: (i) les transactions dont le montant s'approche du seuil de déclaration de 10 000 USD ne seront plus considérées comme automatiquement suspectes et n'auront donc plus à être systématiquement signalées; (ii) la règle des revues continues d'activité (*Continuing Activity Reviews*), qui obligeait les établissements à réévaluer un compte ou un client 90 jours après une première déclaration de soupçon, est assouplie; et (iii) la justification ou la documentation d'une décision de ne pas déposer de rapport de soupçon n'est plus requise.

Cette réforme s'inscrit dans le cadre des efforts continus du Treasury pour simplifier le dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et pour réduire le volume de déclarations observé ces dernières années, jugé coûteux et peu efficace.

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 a légèrement augmenté de +0,3 % et atteint 6 735 points de même que le Nasdaq, qui a progressé de +0,8% à 23 024 points. Malgré une hausse de la volatilité, le marché des actions demeure haussier sur la semaine, tiré par les entreprises de semiconducteurs,

notamment Nvidia et AMD, avec un enthousiasme maintenu des investisseurs pour l'intelligence artificielle.

Les taux des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) sont stables à 2 ans, à 3,6%, et à 10 ans, à 4,1 %.

BREVES

- Le 6 octobre, Fifth Third Bancorp a [annoncé](#) acquérir Comerica Inc. pour 10,9Md\$, réalisant ainsi la plus grosse fusion acquisition bancaire de l'année, et donnant naissance au 9^{ème} groupe bancaire des Etats-Unis (288 Md\$ d'actifs).
- Le 7 octobre, le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, [a annoncé](#) la nomination de Derek Theurer pour assurer les fonctions de secrétaire adjoint du Trésor (*Deputy Secretary of the Treasury*). Entré au département en janvier, D. Theurer a travaillé sur les questions fiscales internationales et contribué à l'adoption du *One Big Beautiful Bill Act* (OBBBA),.
- Le 7 octobre, le Sénat américain [a également confirmé](#) la nomination de Jonathan McKernan au poste de sous-secrétaire au Trésor chargé du financement domestique (*Under Secretary for Domestic Finance*). Initialement proposé par le président Donald Trump pour diriger le Consumer Financial Protection Bureau (CFPB), McKernan avait finalement été proposé en mai pour ce poste clé au Trésor.
- Le 6 octobre, l'administration Trump a défendu son projet de frapper une pièce d'un dollar à l'effigie du président Donald Trump, malgré une loi de 1866 interdisant de représenter des personnes vivantes sur la monnaie américaine.
- Le 2 octobre, le CFPB, bureau chargé de la protection financière des consommateurs, [a accordé](#) un délai supplémentaire d'un an aux banques et prêteurs pour se conformer à sa règle de collecte de données sur les prêts aux petites entreprises (*small-business data collection rule*). Désormais, les plus grands établissements devront appliquer la règle à partir du 1er juillet 2026, tandis que les plus petits disposeront de délais allant jusqu'en octobre 2027. Ce report vise à tenir compte de récentes décisions de justice et à permettre au CFPB de réviser cette règle adoptée en 2023.
- Le 3 octobre, l'*Institute of Global Management (ISM)* a [publié](#) l'indice PMI de services qui a baissé à 50,0 en septembre (contre 52,0 en août), niveau qui s'interprète comme une situation de stagnation. Il s'agit d'un niveau très en-dessous des attentes des marchés (51,7). Dix secteurs des services ont enregistré une croissance en septembre, tandis que sept secteurs ont connu une contraction. Le sondage fait ressortir un report des efforts de recrutement, et des difficultés à trouver du personnel qualifié.